

**COMMUNE DE SAINT-NAZAIRE**

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°44-2025  
SÉANCE DU 2 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le deux septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 28 août 2025, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude TORRENS, Maire.

ASSISTAIENT A LA REUNION : M. Jean-Claude TORRENS, Mme Maguy GAGO, M. Marcel COSTE, Mme Dominique CAYROL, M. Jean-François FABRE, M. Jean-Louis FOUR, Mme Emmanuelle SANAC, Mme Laurence SANTANDER, M. Rodolphe LAFFONT, Mme Florence BELLAIS, M. Max FORT, Mme Ann DENIS, Mme Christine GUIRAUD, Mme Fabienne BUTEZ, M. Daniel PURORGE

PROCURATIONS : M. Jean-Pierre LEROY à M. Jean-Louis FOUR, Mme Martine BASSAGANAS à Mme Maguy GAGO et M. Auguste BOTTIN à M. Marcel COSTE

ABSENTS EXCUSES : M. Charles SCHERLE, Mme Chloé VICENS, M. Arnaud FERREOL, M. Olivier CAMREDON, M. Vincent POCH

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Rodolphe LAFFONT

**OBJET : Convention d'occupation domaniale pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables entre la commune de Saint Nazaire, le SYDEEL 66 et EL CV 02**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune ne possède pas de borne de recharge pour les véhicules électriques et hybrides à la disposition des administrés.

Afin d'encourager les habitants de la commune à se diriger vers une transition de mobilité décarbonée la commune souhaite donc installer des bornes de recharge sur la commune.

Le Schéma Directeur du Développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE) du SYDEEL 66 a été déposé en préfecture le 28 juillet 2023.

Ce document s'inscrit dans une logique de coordination et d'anticipation des besoins de maillage en IRVE du territoire afin d'assurer la meilleure adéquation possible de l'offre de recharge aux besoins des usagers.

A l'issue d'un appel à initiatives privées, la société Bouygues Energies et services a été retenue par le SYDEEL.

La société EL CV 02 dédiée à la réalisation des travaux, se substitue à Bouygues Energies et Services.

Il précise ensuite que le SYDEEL s'est rapproché de la commune pour mettre en œuvre l'implantation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides et proposer une convention tripartite.

La convention a pour objet de définir les conditions d'occupation et d'exploitation à titre précaire et révocable de l'espace dédié à cette installation, sur le parking avenue de Cabestany.

La convention est consentie pour une durée de 15 ans à compter de la date de la signature du procès-verbal d'état des lieux.

La commune percevra une redevance annuelle fixe de 50 € HT par an et par point de charge mis à disposition du public.

Puis, Monsieur le Maire donne lecture de la convention et présente les annexes.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** le projet de convention ci-joint ;

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'occupation domaniale pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructure de recharge pour véhicule électriques et hybrides rechargeables entre la commune de Saint Nazaire, le SYDEEL 66 et la société ELCV 02.

**PRECISE** que les recettes seront affectées au budget en cours.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Le Maire,**

JEAN-  
CLAUDE  
TORRENS ID

Signature  
numérique de JEAN-  
CLAUDE TORRENS  
ID  
Date : 2025.09.04  
11:42:28 +02'00'

Jean-Claude TORRENS

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou à compter de la notification de la décision par laquelle l'administration rejette le recours gracieux (le silence de l'administration pendant 2 mois valant décision de rejet).